



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4207 - VENDREDI 11 MARS 2022

PAIX ET SÉCURITÉ

La crise libyenne préoccupe Denis Sassou N'Guesso

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu tour à tour le 9 mars à Oyo dans la Cuvette, le président bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló, et le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Abdalah Alafi.

Le premier interlocuteur a exprimé son

inquiétude quant aux coups d'Etat et actes de violences perpétrés sur le continent tandis que le second invité du chef de l'Etat a sollicité l'implication véritable de l'Afrique pour accompagner la sortie de crise en Libye.

Page 9



Le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Abdalah Alafi

SECTEUR PRIVÉ NATIONAL

Le Congo compte près de cent mille entreprises



Au total 91014 unités économiques exercent dans le pays, dont 9190 en cessation d'activité, d'après les chiffres du premier Recensement général des entreprises du Congo publiés le 10 mars, à Brazzaville.

Le secteur informel représente 93,4% des unités économiques qui sont basées essentiellement à Brazzaville et Pointe-Noire.

Le secteur privé national pèse plus de 4611,8 milliards francs CFA de

Les trois membres du gouvernement/Adiac chiffre d'affaires global, avec une forte disparité entre les grands groupes industriels et les très petites entreprises, ainsi que les Petites et moyennes entreprises locales. Le secteur formel constitue 82,8% du chiffre d'affaires global, en revanche, les acteurs informels très présents dans l'économie congolaise ne génèrent pas grand-chose en termes de chiffre d'affaires.

Page 3

ORDRE PUBLIC

Deux faux policiers arrêtés

Les services de police ont mis la main sur deux individus se faisant passer pour des policiers qui harcelaient la population et leur extorquaient de l'argent.

Les deux malfrats ont été surpris en train d'exiger d'un citoyen le versement d'une somme d'argent. La scène s'est passée au quartier Mokondzi-Ngouaka, dans le premier arrondissement de Brazzaville, Makélékélé.

Page 5

GENRE

Les femmes initiées au leadership en santé

La formation sur le leadership féminin dans le secteur sanitaire a été une manière innovante de célébrer la Journée internationale des droits des femmes. Sa finalité est la mise à jour des connaissances en vue de l'amélioration de l'offre sanitaire.



« L'échange sur le leadership va permettre aux femmes qui travaillent dans les administrations de santé de mieux gérer les équipes afin d'améliorer les services aux patients », a expliqué le Dr Auréole Liptia Ndongou, directrice de l'information sanitaire, de l'évaluation et de la recherche et point focal genre au ministère de la Santé et de la Population.

Page 16

EDITORIAL

Habitat

Page 2

ÉDITORIAL

Habitat

Comme partout ailleurs à travers le monde, l'accroissement de la population dans les villes nécessite des plans d'aménagement urbain pour combler le déficit en logements décentes accessibles à toutes les couches sociales.

Au Congo, notamment dans les grandes agglomérations, la question du logement reste une préoccupation majeure. Elle nécessite, de la part des pouvoirs publics, une réglementation des coûts jugés trop élevés pour disposer d'un lopin de terre, y compris dans les quartiers périphériques difficiles d'accès et souvent menacés par des glissements de terrain.

Placée aujourd'hui au cœur des engagements du gouvernement, la problématique de l'immobilier et de l'urbanisme maîtrisé demeure un enjeu de taille. La solution passe par l'implication des urbanistes, architectes, environnementalistes et bien sûr l'administration publique pour promouvoir l'immobilier dans le cadre du partenariat public-privé.

Face aux défis à relever dans ce domaine, les premières rencontres nationales de l'immobilier et de l'urbanisme qui se sont tenues récemment à Brazzaville, sur le thème de l'accessibilité et de la salubrité, constituent une prise de conscience collective des acteurs concernés dans la résolution du déficit en logements. Pour combler cette carence, le ministère de la Construction et de l'Habitat a ainsi annoncé construire, avec l'appui des partenaires, un minimum de 10 000 maisons préfabriquées par an dans les principales villes du pays.

Seulement, cette ambition requiert l'arbitrage de l'administration foncière. En effet, faute de terres disponibles, l'Etat doit procéder à des expropriations dont les coûts exorbitants inhérents empêchent la concrétisation des projets.

Les Dépêches de Brazzaville

NUMÉRIQUE

La CEA plaide pour la création d'un réseau africain de transfert de technologie

La secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Vera Songwe, a récemment lancé un appel à la création d'un réseau africain de développement et de transfert de technologie visant à stimuler l'innovation et accélérer le développement du continent.



Le partage des connaissances technologiques à travers l'Afrique est à encourager/D.R.

Vera Songwe a lancé l'invitation lors de l'ouverture du quatrième Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation (STI) tenu à Kigali, au Rwanda. Selon le communiqué publié par la CEA, sa secrétaire exécutive estime que la création de ce réseau pourrait permettre d'identifier les technologies émergentes, d'anticiper les besoins et d'encourager le partage des connaissances à travers l'Afrique. « Un tel réseau serait au cœur de la diffusion des technologies auprès des petites et moyennes entreprises du continent », indique-t-elle. « Nous devons bâtir de solides bases scientifiques, technologiques et innovantes pour permettre à la science, à la technologie et

à l'innovation de donner des résultats. Comme nous l'avons constaté récemment, beaucoup de nos pays ont eu besoin d'aide pour renforcer leurs capacités de dépistage de la covid-19. Alors que les chaînes d'approvisionnement mondiales s'effondraient, la dépendance excessive de l'Afrique aux fournitures médicales importées a rendu le continent vulnérable à bien des égards, et l'Afrique a été forcée d'innover », a-t-elle ajouté.

Pour rappel, le STI est un forum collaboratif multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour les Objectifs de développement durable établis conformément au Programme de

2030 pour le développement durable, dans le cadre du mécanisme de facilitation technologique.

Créée en 1958 par le Conseil économique et social des Nations unies, la CEA est l'une des cinq commissions régionales ayant pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses États membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique. Composée de cinquante-quatre États membres, cette commission est bien placée pour contribuer spécifiquement à la recherche de solutions aux défis de développement du continent.

Gloria Imelda Lossele

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossele

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SECTEUR PRIVÉ

Près de cent mille entreprises recensées au Congo

Au total 91014 unités économiques exercent dans le pays, dont 9190 en cessation d'activités, d'après les chiffres du premier Recensement général des entreprises du Congo (Regec) publiés, le 10 mars, à Brazzaville. Le secteur informel représente 93,4% des unités économiques basées essentiellement à Brazzaville et Pointe-Noire.

Le secteur privé national pèse plus de 4611,8 milliards de francs CFA de chiffre d'affaires global, avec une forte disparité entre les grands groupes industriels et les très petites entreprises, ainsi que petites et moyennes entreprises (PME) locales. Le secteur formel constitue 82,8% du chiffre d'affaires global; en revanche, les acteurs informels très présents dans l'économie congolaise (94%) ne génèrent pas grand-chose en termes de chiffre d'affaires.

Les activités économiques sont concentrées en grande partie en milieu urbain, à l'exception des départements du Kouilou, du Pool, des Plateaux, de la Cuvette, de la Cuvette-Ouest et de la Likouala où les activités productives sont en milieu rural. Dans huit départements, le chiffre d'affaires est dominé par les Unités économiques (UE) du secteur tertiaire. Dans la Likouala, le secteur primaire réalise 72,9%, par contre, dans le Kouilou et la Sangha, c'est le secteur secondaire qui apporte la plus grande part du chiffre d'affaires. Ce premier Regec a été mené entre octobre et décembre 2020 par l'Institut national de la sta-

tistique (INS) avec le soutien de la Banque mondiale. L'enquête a permis d'identifier 79 775 entreprises encore actives, dont 92,6 de très petites entreprises, 5,8% de PME et 0,1% de grandes entreprises. Les enquêteurs se sont également intéressés au profil des promoteurs de ces entreprises congolaises (78% d'hommes contre 29,5 de femmes; pour 70,5% de nationaux contre 29,5%) et des dirigeants sociaux (75,1% d'hommes contre 24,9% de femmes, pour 69,3% nationaux et 30,7% d'étrangers).

Globalement, neuf entreprises sur dix sont créées sur fonds initial du promoteur, avec une forte influence de jeunes sociétés dont l'âge moyen à la création varie entre 3,8 et 7,2 ans. En matière de volume d'emplois, le secteur informel emploie 58,4% de personnes actives au Congo, alors que quatre emplois sur cinq sont créés par les UE évoluant dans le secteur tertiaire; les UE évoluant dans les secteurs secondaire et primaire apportent, respectivement, 18,6% et 3,2%.

Pour le gouvernement congolais,



Les participants lors de la publication des résultats du Regec/Adiac

les résultats de ce Regec constituent une véritable boussole pour la politique publique en faveur du secteur privé national et de la mise en œuvre du Plan national de développement 2022-2026. L'objectif de l'enquête, a indiqué la ministre de l'Économie et du Plan, Ghislaine Ingrid Olga Ebouka-Babackas, est de contribuer à la mise en place d'un système intégré de statistique d'entreprises au Congo.

« Le rapport global de ce Regec sera bientôt disponible en version électronique sur le site

internet de l'INS et la version physique partagée dans les prochains jours. Les informations contenues dans ces différentes publications et celles qui vont suivre constituent des statistiques officielles du pays dans le domaine des statistiques d'entreprises », a assuré la ministre de tutelle lors de la publication du rapport, en présence de sa collègue en charge des PME, de l'Artisanat et du Secteur informel, Jacqueline Lydia Mikolo, et celui du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé,

Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes.

Les données du Regec vont orienter le gouvernement dans ses réformes, notamment en matière de l'amélioration du climat des affaires, a estimé la représentante résidente de la Banque mondiale, Korotoumou Ouattara. L'un des principaux partenaires du pays, la Banque mondiale finance de nombreux projets liés au développement du secteur privé et au renforcement du système statistique national.

Fiacre Kombo

FORMATION QUALIFIANTE ET EMPLOI

ETVA Congo 2022 officiellement lancée

L'enquête qui sera effectuée sur un échantillon de 5000 jeunes, repartis sur l'ensemble du territoire national, a été officiellement lancée le 9 mars à Brazzaville par Hugues Nguélonlé, ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'Éducation civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi.

L'enquête sur la transition vers la vie active (ETVA)° qui couvre la période allant de février à août 2022, soit sept mois, concerne tous les départements du Congo. Sa grande innovation par rapport à celle réalisée en 2015 est l'élargissement de la tranche d'âge des jeunes. Elle concerne cette fois-ci les jeunes de 15 à 35 ans au lieu de 15 à 29 ans. Pour la collecte des données sur le terrain, 76 personnes ont été mobilisées dont 65 agents enquêteurs et 11 contrôleurs. Le but étant d'accueillir et d'analyser les informations sur les différents défis qui influent sur les jeunes. Les jeunes à enquêter au cours de cette opération seront extraits de 4311 ménages dont 2790 en milieu urbain et 1521 en milieu rural. Sur le plan pratique, 5000 jeunes répondront au questionnaire individuel. « Il s'agit des situations que rencontrent les jeunes dans le processus de leur entrée sur le marché du travail », a expliqué Auxence Léonard Okombi, le directeur général de la Formation qualifiante et de l'Emploi. L'ETVA 2022, a commenté le



Hugues Nguélonlé et des hôtes lors du lancement de l'ETVA 2022/Adiac

ministre, est le fruit du partenariat actif et fructueux entre le Congo à travers le ministère en charge de la Formation qualifiante et de l'Emploi, le Bureau international du travail (BIT) et l'Agence française de développement (AFD). Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'accompagnement et de renforcement des capacités pour améliorer la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique emploi-formation des jeunes (Arpej).

« Bien que l'ETVA s'aligne sur

les objectifs du projet Arpej et notamment la Jobs facility, elle constitue pour la DGFQE un moyen pour contribuer au développement de la culture de la donnée, du chiffre, bref, la culture de la statistique. Il n'y a pas de bonne politique de l'emploi sans statistique de l'emploi et il n'y a pas de bonne politique de la formation qualifiante sans statistique... Il nous faut donc une culture des enquêtes, des statistiques pour mieux élaborer les politiques et stratégies

de l'emploi et de la formation qualifiante », a souligné le directeur général de la formation qualifiante et de l'emploi. Selon lui, l'ETVA va se réaliser en utilisant les outils modernes de collecte de données. Le traitement des analyses sera fait sur la base des logiciels appropriés garantissant la qualité des données, leur comparabilité et le respect des standards en matière de statistique.

Les résultats de cette enquête, a affirmé Hugues Nguélonlé, constituent une boussole pour le suivi et l'évaluation de la

mise en œuvre du programme de société du président de la République, lequel place la jeunesse au centre de toutes ses préoccupations. « Or, il est difficile pour notre ministère d'accompagner cette vision du chef de l'Etat, si nous ne disposons pas d'informations, des statistiques fiables sur cette situation des jeunes et notamment, sur les défis qu'ils rencontrent lorsqu'ils passent de la vie de l'école à l'école de la vie », a déclaré le ministre.

Quentin Mathys, le représentant du BIT, a réaffirmé l'engagement de cette organisation à soutenir les efforts déployés au Congo pour relever le défi de l'emploi des jeunes. L'AFD dont la priorité majeure est d'offrir à la jeunesse congolaise l'opportunité de se former et de s'insérer dans le monde du travail, a financé l'enquête. Plus de 20 milliards de francs Cfa, a souligné son représentant, ont été engagés par la France au Congo pour renforcer la qualification des jeunes et la compétitivité des entreprises.

James Golden Eloué



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
CABINET

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊT N° 003 /UC-REDISSE IV/SPM/2022 DU 9 AU 11 MARS 2022 LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR ASSURER LA FONCTION D'AUDIT INTERNE DU PROJET REGIONAL DE RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE SURVEILLANCE DES MALADIES EN AFRIQUE CENTRALE (REDISSE IV).

(Publication du 9 au 11 Mars 2022)

Le Gouvernement du Congo a obtenu de la Banque Mondiale, un financement de l'ordre de 15 Millions de dollars (crédit) pour la mise en œuvre de la phase IV du Projet Régional de Renforcement des systèmes de surveillance des maladies (REDISSE) en Afrique Centrale. La durée du projet est de cinq (5) ans et ses interventions doivent s'exécuter au cours de période allant de 2020 à 2024.

Le projet s'est fixé deux objectifs de développement, à savoir, (i) renforcer les capacités intersectorielles nationales et régionales en matière de surveillance collaborative des maladies et de préparation aux épidémies dans la région de la CEEAC et (ii) d'apporter une réponse immédiate et efficace aux crises ou situations d'urgence éligibles.

Pour faciliter sa mise en œuvre, le projet REDISSE IV est structuré en quatre composantes comme suit :

Composante 1 : Renforcement des capacités de surveillance et de laboratoire pour une détection rapide des épidémies.

Composante 2 : Renforcement des capacités de planification et de gestion des urgences pour réagir rapidement aux épidémies.

Composante 3 : Développement des ressources humaines en santé publique.

Composante 4 : Renforcement des Capacités Institutionnelles, Gestion, Coordination et plaidoyer.

L'UC-REDISSE IV, à travers ces Termes de référence, se propose d'utiliser une partie du financement obtenu de l'IDA pour effectuer des paiements autorisés au titre d'un contrat relatif aux services du Consultant (cabinet/firme) chargé d'assurer, à temps partiel, la fonction d'audit interne au sein du projet.

Le Consultant (cabinet/firme) d'audit interne a pour mission principale de s'assurer de l'application, par l'UCP, des procédures édictées par les manuels de procédures dans les domaines de l'administration générale, de la gestion financière et de la passation des marchés.

PROFIL DU CABINET/FIRME POUR LA MISSION

Le Consultant doit :

- Être un Cabinet (firme) d'Audit indépendant et/ou d'Expertise Comptable de réputation internationale, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des Experts Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF ;
- Avoir en place un système de contrôle qualité, documenté et vérifiable, destiné à fournir l'assurance raisonnable que le cabinet et son personnel se conforment aux normes professionnelles et aux obligations légales et réglementaires, conformément à la Norme Internationale de Contrôle Qualité (International Standard on Quality Control, ISQC 1) « Contrôle qualité des cabinets réalisant des missions d'audit ou d'examen limité d'informations financières historiques, et d'autres missions d'assurance et de services connexes ».
- Avoir une expérience confirmée d'au moins 10 ans en audit des projets de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux, notamment la Banque mondiale.
- Avoir une expérience confirmée (5 ans au minimum) en audit interne des projets de développement notamment ceux financés par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, BAD, Union Européenne, Foreign Commonwealth and Development Office (précédemment Department for International Development (DFID))

Les expériences antérieures du cabinet en audit des projets de développement dans le secteur de la Santé est un atout.

Le personnel clé de la mission devra être composé de :

1. L'Associé signataire du rapport doit être un Expert-comptable diplômé et membre d'une association professionnelle d'Experts Comptables.
2. Un chef de mission, Expert-comptable Diplômé et signataire des rapports, justifiant d'au moins 10 ans d'expérience d'audit financier et comptable des projets de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux, notamment la Banque mondiale ;
3. Un auditeur sénior, titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 ans en comptabilité ou finances ou audit ou sciences commerciales ou sciences économiques et justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans d'expérience d'audit financier et comptable ou en contrôle de gestion des projets de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux, notamment la Banque mondiale.
4. Un Spécialiste en passation de marchés ayant au moins un diplôme niveau BAC + 5 et justifiant d'une expérience de cinq (05) ans dans la passation de marchés des projets financés par des bailleurs de fonds, des expériences avec la Banque mondiale seront un atout.

L'Unité de Coordination du Projet REDISSE IV invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les prestataires intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Plaquette d'informations détaillées avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation).

Un prestataire sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (FPI) pour les Fournitures, Travaux, Services autres que des Services de Consultants et Services de Consultants en date de juillet 2016 révisés en novembre 2017 et août 2018.

Les prestataires intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des termes de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le vendredi 1er avril 2022 à 14 heures :

Unité de Coordination du Projet Régional de Renforcement des Systèmes de Surveillance des Maladies en Afrique Centrale (Phase IV) (REDISSE IV) - située au n° 1 de la rue Lucien FOUNERO Bacongo-Brazzaville-République du Congo.

E-mail : passationdesmarchesredisse@gmail.com

Tél. + 242 : 05 333 50 51/06 930 95 07.

Fait à Brazzaville, le 9 mars 2022

Le Coordonnateur de l'UG-REDISSE IV,

Jean Pierre OKANDZE ELENGA

ASSAINISSEMENT À BRAZZAVILLE

La mairie et des ONG entendent travailler en synergie

Le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Honoré Sayi, a eu une entrevue, le 9 mars à Brazzaville, avec le directeur des services techniques municipaux de la mairie de Brazzaville, Aurélien Christian Roger Itoua, et deux responsables d'ONG, pour discuter de la nécessité de mutualiser leurs efforts afin de renforcer les opérations d'assainissement de la ville capitale.

L'insalubrité à Brazzaville demeure un casse-tête chinois pour la municipalité. Dans la recherche des solutions à cette situation préoccupante, le ministère de l'Energie et de l'Hydraulique, qui pilote quelques projets d'assainissement, a discuté avec les services municipaux et deux Organisations non gouvernementales (ONG), sur les pistes de solution à envisager afin d'assainir la ville.

Les actions mutuelles à mener portent, entre autres, sur le ramassage des déchets solides issus des ménages et marchés domaniaux ; le drainage des eaux pluviales ainsi que le traitement des eaux usées.

« Nous avons échangé avec le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique sur la question d'assainissement de manière générale. Nous sommes encore au début d'un processus, il est donc question que toutes les parties prenantes travaillent en synergie afin que chacune d'elle apporte son expertise dans les projets qui seront mis en place au profit de la population », a expliqué Aurélien Christian Roger Itoua.

Parmi les projets évoqués, figure aussi celui concernant la gestion



Honoré Sayi échangeant avec ses interlocuteurs/Adiac

et villages d'être assainis. Présentement, le ministère de l'Energie et de l'Hydraulique et l'Unicef développent la même approche dans le département de la Lékoumou, question de combattre, lui faire accéder au statut de fin de défécation à l'air libre avec tous les dangers qui encourent. S'agissant de notre ONG, nous expérimentons ce projet dans la commune de Sibiti », a souligné Daniel Ndounda, coordonnateur du Comité local de développement, une ONG locale ayant travaillé dans ce domaine à Ngo dans les Plateaux et à Mpouya dans le département du Pool.

Firmin Oyé

des matières fécales, un autre problème pour lequel les villes et localités congolaises sont confrontées. Le projet à mettre en œuvre dans ce domaine sera élargi aux départements, dans le cadre d'une initiative appelée « Approche villages assainis », qui lutte contre la défécation à l'air libre.

« Nous avons échangé avec le ministre sur les questions d'assainissement. Il s'est agi d'étudier les stratégies permettant à nos villes

MOIS DE LA FEMME

Les femmes d'Ongogni dénoncent la faible représentativité

Réunies le 8 mars autour du président du comité du Parti congolais du travail (PCT) Ongogni, Yves Moundelé-Ngollo Ehourossia, les femmes des différents villages de cette sous-préfecture du département des Plateaux ont présenté, chiffres à l'appui, la situation peu reluisante de la gent féminine en République du Congo.



Les femmes d'Ongogni célébrant la fête du 8 mars/DR

La Journée internationale des droits des femmes a été placée cette année sur le thème « L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable ». Au plan national, le sous-thème retenu a été « Le bilan de la femme congolaise aux fonctions politiques et électives ». Ainsi, loin d'être une occasion de réjouissances populaires, la journée du 8 mars a été pour les femmes du PCT-Ongogni une occasion de méditation et de faire le point des avancées en la matière. « Le 8 mars est pour nous une journée de réflexion, d'échange et de mobilisation pour l'égalité entre homme et femme », a indiqué Constance Itoua, membre du comité PCT-Ongogni.

Saluant les multiples efforts du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, en faveur de la cause des femmes, elle a dit qu'en dépit des avancées très significatives, beaucoup reste à faire. Analysant le thème national, les femmes d'Ongogni se sont rendu compte que les chiffres ne sont pas reluisants. « Le nombre de femmes au gouvernement, bien qu'en augmentation, n'a jamais dépassé la barre de 10. Depuis l'entrée au gouvernement en 1975 de Mme Emilie Manima, première femme congolaise à être ministre, aucun portefeuille dit de souveraineté n'est confié à la femme, allusion faite au ministère de la Défense nationale, au ministère des Finances, au ministère des Affaires étrangères... Nous n'osons même pas évoquer la Primature », ont-elles dénoncé.

Selon elles, la représentativité des femmes au sein des bureaux d'autres institutions de la Répu-

blique demeure faible. Moins de 35% à la Cour constitutionnelle, 25% à la Haute cour de justice, 25% au Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, 40% à la Commission nationale des droits de l'homme. A l'exception au Conseil économique, social et environnemental où la règle de 50% est confirmée. Seules deux femmes sont présidentes des conseils consultatifs sur six.

Sur douze préfectures, seules deux, en l'occurrence la Lékoumou et les Plateaux, ont à leurs têtes les dames. Moins de dix femmes sont accréditées comme ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires dans les missions diplomatiques congolaises à l'étranger sur les trente-neuf. « Nous constatons malheureusement, la persistance du plafond de verre au sein des Forces armées congolaises. A ce jour, aucune femme n'est élevée au grade de général », ont-elles regretté.

Au Sénat, à la législature 2017-2022, le pourcentage des femmes est de 20,83% contre 19,44% à la législature 2012-2017. A l'Assemblée nationale, à la 14e législature le pourcentage des femmes est de 11,25 contre 8,75% à la 13e législature. La présence des femmes au sein des assemblées locales est très faible; conseils départementaux 18,8% et municipaux 23,4%.

La femme congolaise représente 49% des effectifs de la Fonction publique, 36,9% de l'administration parapublique et 17,6% de l'administration privée.

« La responsabilité de ces chiffres n'incombe pas seulement aux autorités qui font usage du pouvoir discrétionnaire pour nommer les femmes aux postes de responsabilité, mais aussi à la femme qui s'autolimite. Nous saisissons cette occasion solennelle pour inviter les femmes à plus d'engagement. Que celles qui sont dans les administrations donnent le meilleur d'elles-mêmes pour mériter une promotion. Que celles qui sont en politique affirment leur présence et leur engagement », ont-elles exhorté.

Initiateur de la rencontre, le président du comité PCT-Ongogni a salué la mobilisation des femmes de son district. Selon Yves Moundelé-Ngollo Ehourossia, cette occasion, la première du genre, est un lieu de raffermissement des liens entre les femmes de la contrée. « Nous sommes ici pour célébrer la femme congolaise et pour évoquer toutes les questions relatives à ses droits. Le département des Plateaux est assez exemplaire dans ce sens où nous avons une femme préfète ; une femme présidente du conseil départemental ; nous avons aussi une femme présidente de la fédération PCT ; à Ongogni une femme secrétaire générale de la communauté urbaine. Avec toutes ces femmes qui ont des postes de direction, de commandement local et départemental, il fallait que nous venions marquer le pas pour célébrer cette journée avec elles afin d'envisager l'avenir », a-t-il souligné.

Parfait Wilfried Douniama

ORDRE PUBLIC

Deux faux policiers interpellés

Le 9 mars à Brazzaville, les services de police ont mis la main sur deux citoyens qui harcelaient et extorquaient de l'argent à la population dans les quartiers sud de Brazzaville.

Le jour de leur arrestation en flagrant délit au quartier Moukoundzi-Ngouaka, en effet, les deux faux policiers étaient en train de menotter un citoyen à qui ils exigeaient le paiement d'une amende imaginaire de 15 000 FCFA pour sa remise en liberté, indiquent nos confrères du "Troubadour". L'enquête à ce sujet se poursuit.

En rappel, lors de la cérémonie du port d'insignes de grade aux nouveaux promus, en janvier dernier à Brazzaville, le commandant des forces de police, le général Jean François Ndengue, appelait les policiers à faire preuve de professionnalisme et de conduite irréprochable car sur les indécents pèseront des sanctions sévères allant jusqu'à la radiation. L'arrestation de ces faux policiers qui ternissent l'image de cette corporation s'inscrit visiblement dans ce sens.

Par la même occasion, le général Jean François Ndengue annonçait qu'un rassemblement régimentaire est prévu dans un futur proche. Le commandant des forces de police donnera, à cette occasion, des grandes orientations de travail et de conduite de sorte à être à la hauteur des attentes de la population en matière de sécurité.

Rominique Makaya

ADJONCTION DE NOM

On m'appelle Mekoyo Marie Serge Joseph et je souhaite m'appeler désormais Bakou Mekoyo Marie Serge Joseph.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

MOIS DE LA FEMME

Le PPAD invite ses militantes à la prise de responsabilité

Le Parti panafricain pour la démocratie (PPAD) a invité, le 8 mars à l'occasion de la Journée internationale des droits de femme, ses militantes et sympathisantes de Madingou, dans la Bouenza, et de Dolisie, dans le Niari, à prendre leur responsabilité à l'orée des élections législatives et locales de juillet prochain.

La Journée internationale de la femme a été commémorée en République du Congo sur le thème « Bilan de la femme congolaise aux fonctions politiques et électives ». Réunies à Madingou sous la direction du conseiller départemental Alain Joël Gabouma, les femmes du PPAD Bouenza ont réaffirmé leur soutien au parti de Nazaire Nzaou qu'elles entendent accompagner lors des prochaines élections législatives et locales.

S'exprimant à cette occasion, Alain Joël Gabouma a reconnu le rôle de la femme dans la société. Selon lui, les droits des femmes sont garantis par la Constitution qui proclame l'égalité entre l'homme et la femme. « Oui camarades, vous avez du potentiel, des aptitudes aussi bien que les hommes. Vous êtes en mesure d'accomplir une tâche quelconque au même titre que les hommes. Vous avez la possibilité d'occuper les fonctions de responsabilité au même titre que les hommes. Vous pouvez donc faire beaucoup de choses », a-t-il rappelé.

Il a également demandé aux femmes du PPAD de se faire en-



Les femmes du PPAD Dolisie/DR

tendre et de prendre des initiatives tout en défendant leurs idées d'autant plus que personne ne pourra le faire à leur place. Rappelant les ambitions politiques du parti, Alain Joël Gabouma a annoncé solennellement la participation du PPAD aux prochaines élections législatives, locales et sénatoriales. « Ici à Madingou, nous serons candidats aux élections locales de juillet 2022. Nous allons présenter deux listes dont une à Madingou commune et l'autre à Madingou district. Je vous encourage à prendre

vos responsabilités et à vous mettre réellement au service du parti. Car vous avez la capacité de convaincre la population à adhérer à la vision de notre parti parce que tout parti tire sa force de ses militants », a-t-il annoncé, invitant les femmes à se lever dès maintenant afin que le parti ait beaucoup d'élus.

A Dolisie par contre, elles étaient réunies autour du conseiller municipal Lézin Mvouezolo sur le thème « Femmes du Niari, levez-vous pour la défense de vos droits ».

Appuyées par les jeunes du premier arrondissement, les femmes du PPAD Dolisie ont, en effet, demandé à leur élu local de faire acte de candidature aux élections législatives et locales de juillet 2022, dans la première circonscription électorale de la capitale de l'or vert. Elles justifient leur décision par le fait que Lézin Mvouezolo est resté à leur côté depuis cinq ans à travers ses multiples actions.

Intériorisant ces appels, l'élu de Dolisie s'est engagé à soumettre cette doléance aux plus hautes ins-

tances du parti pour appréciation. « En cette journée particulière, je voudrais vous dire combien je suis heureux d'être dans cet arrondissement et en même temps devant une responsabilité. Ces femmes ont demandé ma candidature, ce sont des mots forts, c'est une responsabilité. Nous prenons ce message avec beaucoup de responsabilité, de foi et de conviction », a laissé entendre le conseiller municipal de Dolisie.

S'agissant de la Journée du 8 mars, il a rappelé que loin d'être une simple fête, cet événement « c'est le moment où les femmes doivent se rappeler des combats menés antérieurement par leurs prédécesseurs. C'est une journée où les femmes doivent se battre pour avoir une place dans la société », a conclu Lézin Mvouezolo.

Membre du Groupement des partis politiques du centre coordonné par Luc Daniel Adamo Mateta, le PPAD a participé du 3 au 6 mars dernier à la concertation politique d'Owando, dans le département de la Cuvette, en prélude aux élections législatives et locales de juillet prochain.

Parfait Wilfried Douniama

Un échange sur le leadership féminin

Les femmes de l'Institut géographique national (IGN) ont échangé, le 9 mars, à Brazzaville, sur « le leadership féminin » dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme.



Des femmes de l'IGN/Adiac

Le directeur général de l'IGN, Etienne Paka, a expliqué que la célébration de la journée, quoiqu'en différé, consiste à faire la promotion des femmes de sciences dans le métier de production des cartes géographiques.

La rencontre, a-t-il poursuivi, permet de montrer aux femmes que le domaine des sciences n'est pas l'apanage des hommes. Elles ont aussi des facultés intellectuelles pour évoluer dans le domaine de la cartographie et de la topographie. « La Journée internationale des droits des femmes ne doit pas se limiter au port du pagne mais elle doit par contre inciter les femmes à aller plus loin en embrassant les métiers tech-

niques », a-t-il indiqué.

La présidente de l'Association LBA, Paka Tizi Mimwind, également ambassadrice Google au Congo, a fait savoir dans sa communication qu'en Afrique plus de 83% des femmes n'arrivent pas à occuper les postes de responsabilité dans les entreprises par manque d'auto promotion.

Le faible taux de représentativité des femmes, a-t-elle signifié, pourrait se justifier par le mutisme de ces dernières de ne pas valoriser leurs actions. Par conséquent, elle a invité les femmes à avoir confiance en elles-mêmes et à briser les limites qui freinent leur émancipation.

L'échange avec les femmes

s'est déroulé dans une ambiance de jeu de questions-réponses. Elles ont été soumises à un exercice qui consistait à présenter la qualité remarquable de chacune d'elles.

L'ingénieur géomètre topographe, Véronique Ngankia à l'IGN, participante à cette formation, a souligné son importance. Selon elle, les débats lui ont permis de surpasser les barrières culturelles et religieuses qui placent la femme au foyer, la destinant à l'éducation des enfants. Les femmes ne doivent pas toujours être reléguées au second plan, a-t-elle conseillé, car elles ont les mêmes capacités intellectuelles que les hommes.

Lydie Gisèle Oko

Le Fawe édifie les élèves et enseignantes sur leurs droits

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, le Forum des éducatrices (Fawe) a organisé, le 8 mars, une causerie-débat sur les droits et devoirs des jeunes filles ainsi que des femmes.



Les participants au débat/Adiac

Tenu dans l'enceinte de l'école de l'Unité africaine à Poto-Poto sur le thème « Le bilan de la femme congolaise aux fonctions administratives », le moment d'échange à réuni les enseignantes, les élèves et les membres du Fawe-Congo.

L'objectif de la rencontre était de les sensibiliser sur leurs droits ainsi que leur place dans la société. Au cours de l'exposé puis du débat qui a été animé par la secrétaire du Fawe, Béatrice Ondongo Okoua, il ressort que la femme congolaise est en train de s'imposer au fur et à mesure, malgré quelques résistances et sa sous-représentation dans diverses fonctions.

Dans son allocution, la présidente du Fawe-Congo, le colonel Aline Olga Lonziabeka, a misé sur le dynamisme des femmes ainsi que l'égalité homme-femme. « Nous avons échangé sur les droits des femmes. Nous leur avons donné des astuces pour déceler les jeunes filles en souffrance ou les filles talentueuses. On leur a également demandé de ne pas s'arrêter là où elles sont mais elles peuvent poursuivre les études afin d'émerger dans leur domaine professionnel. Il est important de promouvoir l'éducation », a-t-elle signifié.

Rappelons que sur le plan international, cette journée a été célébrée sur le thème « L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable ».

Pour agrémenter la manifestation, les élèves ont présenté quelques pièces de théâtre mettant en exergue l'autonomisation de la femme.

Rude Ngoma

Communiqué conjoint au terme de la visite officielle de son excellence M. Abdallah Alafi, vice-président du Conseil présidentiel libyen, en charge de la réconciliation

À l'invitation de son excellence M. Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo, président du Comité de Haut niveau et du Groupe de contact de l'Union africaine sur la Libye, son excellence M. Abdallah Alafi, vice-président du Conseil présidentiel libyen, en charge de la réconciliation, a effectué une visite officielle à Oyo, les 9 et 10 mars 2022, à la tête d'une importante délégation.

2. Son excellence Abdallah Alafi a remercié son excellence Denis Sassou N'Guesso pour l'accueil fraternel et chaleureux réservé à sa suite et à lui-même. Il a salué l'engagement constant du président de la République du Congo dans la recherche d'une solution en Libye, à la tête du Comité de Haut niveau de l'Union africaine.

3. Son excellence Denis Sassou N'Guesso a exprimé ses félicitations et ses encouragements à son excellence Abdallah Alafi pour son engagement dans la mise en œuvre du projet de réconciliation nationale. Il a, par la même occasion, salué les importantes avancées obtenues par les autorités libyennes depuis leur mise en place dans le cadre du Forum du dialogue politique, ayant suivi la signature de l'Accord de cessez-le-feu, le 23 octobre 2020, à Genève.

4. Se félicitant de la tenue de la Conférence sur la stabilisation de la Libye à Tripoli, le 21 octobre 2021, de la Conférence internationale de Paris sur la Libye, le 12 novembre 2021, et de la 35^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, les 5 et 6 février 2022 à Addis-Abeba (Ethiopie), les deux hommes d'Etat ont axé l'essentiel de leurs échanges sur les exigences afférentes à la réussite des élections présidentielle et législatives en Libye, initialement prévues, le 24 décembre 2021, reportées en 2022.

5. A cet égard, ils ont évoqué les défis urgents concernant la mise en place d'un cadre constitutionnel consensuel devant soutenir le processus électoral, ainsi que leur préoccupation quant à l'existence de deux gouvernements aux commandes du pays. Ils ont également souligné l'impérieuse nécessité du dépassement des intérêts partisans et claniques, pour créer les conditions d'un processus électoral consensuel, inclusif et apaisé.

6. Son excellence M. Denis Sassou N'Guesso, en sa qualité de président du Comité de Haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, a fortement encouragé le Conseil présidentiel libyen à continuer à œuvrer pour que soient surmontés les défis urgents liés à l'organisation des élec-

tions. Il l'a ainsi exhorté à demeurer à égale distance de toutes les parties en opposition.

7. Le président du Comité de Haut niveau a lancé un appel vibrant à la chambre des représentants et au Haut conseil d'Etat, de saisir toutes les initiatives de bonne volonté visant à mettre fin à la crise née de l'existence de deux gouvernements dans le pays.

8. Il a ainsi évoqué la proposition de Mme Stéphanie Williams, conseillère spéciale du secrétaire général de l'ONU en Libye, de mettre en place un comité réunissant des représentants des deux organes législatifs, pour déterminer un cadre constitutionnel consensuel, comme base des élections.

9. Le président du Comité de Haut niveau et son hôte ont également évoqué les autres défis récurrents et également urgents à relever, concernant la consolidation du cessez-le-feu, le respect de l'embargo sur les armes, l'unification des institutions militaires et financières du pays, le retrait des combattants étrangers et des mercenaires présents sur le territoire libyen.

10. Ils ont aussi appelé au respect par tous les pays, des engagements pris ou renouvelés, lors de la 2^e réunion du Comité international de suivi de la Conférence de Berlin sur la Libye et de la Conférence internationale de Paris sur la Libye.

11. Son excellence M. Denis Sassou N'Guesso, en qualité de président du Comité de Haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, a réitéré sa disponibilité et son engagement à aider les Libyens dans le règlement définitif de la situation dans leur pays.

12. Le président du Comité de Haut niveau de l'Union africaine sur la Libye a informé son hôte de la convocation, dans les prochains jours, d'une réunion du Comité de Haut niveau et d'une autre du Groupe de contact de l'Union africaine.

13. Son excellence M. Abdallah Alafi a accueilli favorablement les initiatives de son hôte. Il a réitéré l'invitation adressée à son excellence M. Denis Sassou N'Guesso à effectuer une visite officielle en Libye, laquelle visite s'effectuera conformément aux décisions de la 35^e session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine.

Oyo, le 10 mars 2022

UNITED BANK FOR AFRICA CONGO
En sigle « UBA CONGO »
Société Anonyme au Capital de 12 500 000 000 FCFA
RCCM CG / 09-B-1766
37, Avenue William Guynet, Centre-Ville, BP 13 534,
Brazzaville, République du Congo



AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société UNITED BANK FOR AFRICA CONGO SA sont conviés à une Assemblée Générale Ordinaire, le vendredi 25 Mai 2022 à 10 heures au Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel sis Avenue Amilcar Centre-Ville, Brazzaville à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration
2. Rapport général des Commissaires aux comptes
3. Approbation de l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2021
4. Affectation du résultat de l'exercice 2021
5. Rapport spécial des Commissaires aux comptes
6. Nomination d'Administrateur
7. Quitus aux administrateurs
8. Pouvoirs pour formalités légales

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède peut assister personnellement à cette assemblée ou s'y faire représenter.

La documentation relative à l'Assemblée Générale est disponible pour consultation au siège de la société ci-dessus indiquée.

Le Conseil d'Administration



**OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!**
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

**Brazzaville
ETOUMBI - KELLE**
tous les

MARDIS

SAMEDIS



**Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO**
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60

Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

IN MEMORIAM

11 mars 2020 - 11 mars 2022, voici deux ans que disparaissait notre tendre maman, tante et grand-mère Béatrice Massamba.

En ce jour de triste anniversaire, nous, tes enfants (Clovis Dimitri, Clotilde Renée, Haxelle Laetitia, Magalie Dora, Sidonie Grace, Hudson Bryhon et Princillia Emmaelle) et petits-enfants, gardons de toi l'amour du prochain, la générosité, les sages conseils, la joie de vivre et l'affection que tu nous avais toujours partagé.

Ainsi, nous invitons tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pensée pieuse.

Que ton âme repose en paix!
Tes enfants et petits-enfants.



11 mars 2020 - 11 mars 2022
Il y a 2 ans que notre très cher père, mari, frère, grand-frère, oncle, guide, beau-frère, grand-père et ami nous a quittés.

Adamou Diarra «Mécanicien»
Nous vous prions de ne pas oublier dans vos prières cet homme qui nous a mis sur le bon chemin en nous inculquant la droiture, la générosité, la dignité et la foi en Dieu.
Qu'Allah le Tout puissant dans sa miséricorde l'accueille dans son paradis.

COOPÉRATION

Abdalah Alafi salue le soutien du chef de l'Etat congolais à la Libye

Le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Abdalah Alafi, a été reçu le 9 mars à Oyo, dans le département de la Cuvette, par le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Gusso, président du Comité de Haut niveau et du Groupe de contact de l'Union africaine (UA) sur la Libye.

« Je suis content d'avoir rencontré le président Denis Sassou N'Gusso. C'était une rencontre entre les frères du continent africain », a déclaré Abdalah Alafi.

Il a indiqué que leur entretien a porté sur la résolution de la crise libyenne, notamment sur le soutien de l'UA dans la recherche des solutions à la situation qui prévaut en Libye.

Selon lui, il est question d'apporter un appui aux parties prenantes libyennes à opter pour la réconciliation, la paix durable et l'élaboration d'une Constitution.

« Le président Denis Sassou N'Gusso m'a confirmé que l'UA était prête à aider la Libye à résoudre la crise. Il a décidé de soutenir les parties prenantes engagées pour la consolidation de la paix en Libye. En outre, il a aussi réaffirmé son engagement de soutenir ceux qui œuvrent pour la réconciliation et le dialogue national. Selon lui, l'UA a déjà contacté plusieurs chefs d'Etat afin que soit trouvée une solution durable à cette crise », a expliqué le vice-président du Conseil présidentiel libyen.

« Le président Denis Sassou N'Gusso m'a confirmé que l'UA était prête à aider la Libye à résoudre la crise. Il a décidé de soutenir les parties prenantes engagées pour la consolidation de la paix en Libye. En outre, il a aussi réaffirmé son engagement de soutenir ceux qui œuvrent pour la réconciliation et le dialogue national. Selon lui, l'UA a déjà contacté plusieurs chefs d'Etat afin que soit trouvée une solution durable à cette crise »

Concernant l'organisation des élections présidentielle et législatives en Libye, Abdalah Alafi a signifié que celles-ci résultent de la mise en place d'une feuille de route « claire ». « Je remercie le peuple congolais, ainsi que le président de la République, pour leur accueil sans oublier tous les dirigeants africains qui multiplient leurs efforts et stratégies pour aider la Libye », a-t-il dit.

R.Ng.

GUINÉE-BISSAU

Umaro Sissoco Embaló déplore les coups d'Etat en Afrique de l'ouest

Le chef de l'Etat bissau-guinéen a fustigé, le 9 mars à Oyo, à 400 km au nord de Brazzaville, à l'issue d'un entretien avec le président Denis Sassou N'Gusso, les coups d'Etat survenus dans la région d'Afrique de l'ouest.



Les présidents Denis Sassou N'Gusso et Umaro Sissoco Embaló

« Le changement d'un régime par la violence ou par un coup d'Etat n'est pas une bonne pratique. Cette pratique est révolue. Ainsi, il est temps de se mobiliser pour contrer ce fléau qui monte en puissance dans notre continent et promouvoir la démocratie », a lancé le président Umaro Sissoco Embaló.

Pour le cas de son pays, il ne s'agissait pas d'un coup d'Etat, mais d'une tentative d'assassinat du chef de l'Etat, a-t-il affirmé.

Des cas de coup d'Etat ont été enregistrés en Guinée Conakry, au Burkina Faso et au Mali où la junte au pouvoir veut d'une période de transition de cinq ans, contrairement à l'avis de la Communauté

économique des Etats de l'Afrique de l'ouest. « Les élections nécessitent beaucoup d'argent et c'est l'expression de la volonté populaire. Dans quelques mois, nous allons nous asseoir pour échanger sur la question avec nos frères », a fait savoir le président Umaro Sissoco Embaló.

Rock Ngassakys

MULTILATÉRALISME

Xi Jinping appelle à promouvoir les relations sino-européennes

Le président chinois, Xi Jinping, a invité, lors d'un sommet en visioconférence tenu le 8 mars, le président français, Emmanuel Macron, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, à assumer leurs responsabilités pour apporter plus de stabilité et de certitude à ce monde en pleine mutation, et à renforcer la coopération pour promouvoir un développement stable des relations sino-européennes sur le long terme.

Rappelant que la Chine et l'Europe partagent un langage commun sur la recherche de la paix, Xi Jinping a affirmé que le développement de son pays offrirait de plus grandes possibilités à la coopération sino-européenne.

La Chine et l'Europe, a-t-il dit, doivent poursuivre, dans le cadre du multilatéralisme, le principe de bénéfices mutuels et approfondir sans cesse les partenariats vert et numérique ainsi qu'une coopération pragmatique dans différents domaines.

Se félicitant de l'initiative du président chinois, le président Emmanuel Macron et le Chancelier Olaf Scholz ont indiqué que le monde d'aujourd'hui faisait face à de multiples défis et que faire cavalier seul ne faisait qu'aggraver la situation. Ils ont, par ailleurs, exprimé la volonté de l'Europe de rester en étroite coopération avec la Chine pour œuvrer ensemble à relever les défis planétaires majeurs dont le changement climatique et la santé publique. « L'Union euro-



peenne (UE) entend travailler avec la Chine au succès du Sommet Chine-UE et faire avancer sans cesse les relations franco-chinoises, germano-chinoises

et UE-Chine », ont déclaré les deux dirigeants européens. S'agissant de la situation actuelle en Ukraine, Emmanuel Macron et Olaf Scholz ont affirmé que

l'Europe est confrontée à la crise la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale. Leurs Etats, ont-ils dit, soutiennent le règlement de la question par voie de négociation

pour donner une chance à la paix. Par la même occasion, il ont remercié la Chine pour son initiative lancée sur la situation humanitaire et exprimé leur volonté de renforcer la communication et la concertation avec ce pays pour favoriser les pourparlers de paix et éviter l'escalade de la situation qui aggraverait la crise humanitaire.

Déplorant profondément le retour de la guerre sur le continent européen, Xi Jinping estime que la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être respectées, que les buts et principes de la Charte des Nations unies soient intégralement observés afin que les préoccupations sécuritaires légitimes de tous les pays soient prises au sérieux par tous en faveur d'un règlement pacifique de la crise. « L'urgence est d'éviter l'escalade, voire le dérapage des tensions », a-t-il précisé, soulignant qu'il est nécessaire d'appeler à la plus grande retenue pour éviter une crise humanitaire de grande ampleur.

Guy-Gervais Kitina

MONUSCO

Les casques bleus ukrainiens se retirent de la RDC

A la suite de la requête du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, exigeant le retour des casques bleus ukrainiens déployés à travers le monde, plusieurs missions de paix de l'Organisation des Nations unies sont en voie de se passer d'eux, astreints à répondre à l'appel de leur chef de l'Etat qui bat le rappel des troupes en fonction de la guerre qui lui est imposée par la Russie.

L'annonce a été faite par la Monusco lors de la conférence de presse du 9 mars à Kinshasa. La Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) compte dans ses rangs près de deux cent cinquante soldats ukrainiens sur un total d'environ quinze mille militaires pour l'ensemble.

A en croire les sources, cette mission onusienne en République démocratique du Congo (RDC) aurait déjà été notifiée officiellement quant à la décision du gouvernement ukrainien de retirer son contingent militaire. Il s'agit précisément, apprend-on, du personnel et des hélicoptères, y compris d'autres équipements fournis à la Monusco. L'impact de ce retrait est en cours d'examen, précise-t-on. Toutefois, dans



Des casques bleus de la Monusco

l'opinion publique, notamment à l'est du pays, ce retrait des troupes ukrainiennes est un non événement pour la seule raison que la Monusco

n'a jamais fait preuve d'efficacité dans sa traque des forces négatives qui continuent à empêcher cette partie du pays. La société civile tant en Ituri

qu'au Nord-Kivu estime que le retrait du contingent ukrainien n'aura aucun impact sur la paix dans une région où les groupes armés massacrent ré-

gulièrement les civils, au vu et au su des casques bleus de la Monusco. Les habitants de ces deux parties de la République pensent que le gouvernement ferait œuvre utile en dotant l'armée nationale des équipements nécessaires afin de faire face aux forces négatives plutôt que de recourir aux services des casques bleus de la Monusco plus observateurs qu'acteurs sur le terrain. « La sécurité d'un pays dépend essentiellement du gouvernement national, de l'armée nationale, de services de sécurité nationaux. Donc, il ne faut pas compter sur l'appui extérieur qui est plutôt complémentaire et subsidiaire aux efforts qui doivent être fournis par le gouvernement », entend-on dire du côté de la société civile.

Alain Diasso

EST DE LA RDC

Des opérations de la Monusco contre les incursions des groupes armés et des milices

La Force de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) a intensifié ses activités dans le secteur nord où divers groupes attaquent des camps de personnes déplacées.

Le chef du bureau d'information publique militaire, le lieutenant-colonel Andres Silvano Mtali, a fait part le 9 mars, au cours de la conférence hebdomadaire de la Monusco, des opérations en cours dans la zone de responsabilité de la mission onusienne. Il a également parlé du soutien logistique de la Monusco aux forces de sécurité de la République démocratique du Congo (RDC) ainsi que de la protection des civils.

La Force de la Monusco a récemment mené des opérations contre les multiples incursions de divers groupes et de milices dans l'est du pays. Elle a également apporté un soutien logistique aux forces de sécurité sans oublier le renseignement, des conseils opérationnels, un soutien médical y compris

l'évacuation des blessés et la formation dans le but de renforcer les relations avec les Forces armées congolaises dans la protection des civils.

Selon le lieutenant-colonel Andres Silvano Mtali, la présence constante de la Force dans les principaux points chauds a assuré la sécurité dans ces zones, garantissant la liberté de mouvement. Cependant, a-t-il ajouté, « la situation sécuritaire du secteur nord demeure préoccupante dans la mesure où divers groupes (Codeco, Zaire et Fpic) lancent actuellement des attaques contre des camps de personnes déplacées ». Face à cette situation, la Force a intensifié ses activités opérationnelles dans ce secteur pour atténuer et contrecarrer toute menace potentielle, en particulier



Des éléments des FARDC au front

les camps de personnes déplacées.

Les attaques contre des camps de déplacés et des forces de sécurité par la milice Codéco ont constitué une préoccupation

majeure en matière de protection des civils dans le territoire de Djugu. La semaine dernière, apprend-on, les attaques des ADF se sont concentrées dans les régions du sud-est

de Kamango, en particulier Nobili, Musu et Kikura, ce qui indique que les ADF continuent de coordonner les attaques contre les civils.

Jules Tambwe Itagali

DROITS DE LA FEMME

Une cellule genre bientôt au sein du ministère de la Santé

En marge de la célébration de la journée internationale des droits des femmes, le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, a échangé avec la gent féminine de son département sur des questions liées au genre sur le thème « L'équité des sexes contre l'égalité des sexes et l'exclusion sociale contre l'inclusion sociale ».

Les femmes du ministère de la Santé ont saisi l'occasion pour soumettre leurs préoccupations, notamment celles relatives au processus de la mise en place de la cellule genre. En clair, elles ont sollicité l'accompagnement de l'autorité de tutelle dans l'application de l'arrêté portant création, organisation et fonctionnement des cellules sectorielles genre au sein du ministère.

S'adressant au ministre Jean-Jacques Mbungani, la cheffe de la délégation, Emilia Ntumba, a déploré que rien ne soit encore fait pour la désignation et l'installation des membres de la cellule genre du ministère de la Santé, malgré l'accompagnement des cadres du secrétariat général du ministère du Genre, Famille et Enfant. « Il est important de signaler que cette cellule est déjà installée et est opérationnelle dans presque toutes les administrations, sauf à l'administration de notre ministère. Et pourtant, le chef de l'Etat insiste sur la prise en compte de la masculinité et la féminité dans nos administrations respectives », a-t-elle regretté.

Emilia Ntumba a évoqué, dans son plaidoyer, les inégalités et les violences de toutes sortes que subissent les femmes dans diverses directions comme

dans les programmes du ministère de la Santé. Elle a souligné l'absence d'un cadre pouvant faire le plaidoyer pour la nomination des femmes à des postes décisionnels et de responsabilité. « Notre ministère dispose de 9 529 structures sanitaires dont 9 477 sont dirigées par les hommes (99.5%) et 62 seulement par les femmes (0.5%) », a renseigné la cheffe de la délégation, fustigeant le fait que le personnel féminin soit toujours marginalisé, violenté sous toutes les formes et déconsidéré malgré ses capacités intellectuelles et managériales avérées.

Face à cette situation, les femmes de la Santé comptent sur l'implication de leur ministre afin de changer cette donne et aussi corriger les injustices tout en luttant contre toutes formes de violences faites à la femme au sein de son ministère.

Les assurances du ministre de la Santé

Jean-Jacques Mbungani a été très touché par ce plaidoyer des femmes de son ministère. « ... le vœu du chef de l'Etat est que personne ne soit marginalisé. Il est important que la notion du genre soit appliquée dans notre ministère », a-t-il réagi. Il a proposé que ce genre de rencontre avec les



Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention

femmes de son ministère soit permanent pour réfléchir ensemble et proposer des solutions idoines à certaines revendications. « Je pense que cette approche va nous permettre d'avancer. Je demanderai au secrétaire général de s'activer rapidement afin que toutes vos revendications soient prises en compte », a-t-il indiqué.

Très réceptif, le ministre Jean-Jacques Mbungani a suggéré la mise en place d'un groupe de travail qui sera constitué d'une équipe de son cabinet et de cinq membres de la cellule genre désignés à l'unanimité par tous. « Ensemble, nous allons réfléchir pour trouver des réponses globales et pérennes pour lutter contre la violence

et les inégalités dans notre secteur. Il faut vraiment corriger les erreurs en terme de violences sur le genre. Je demande que la prochaine rencontre soit organisée dans un mois avec les membres du cabinet pour que vos revendications soient examinées le plus tôt possible », a-t-il conclu.

Blandine Lusimana

FRANCOFOLIES DE SPA

Fally Ipupa sera à l'affiche en Belgique

La star de la rumba congolaise se produira, le 23 juillet prochain, en Belgique dans le cadre d'une grande journée internationale de la culture francophone, lors du festival qui se déroulera du 20 au 23 juillet.

Organisées depuis 1994, « Les Francofolies de Spa » sont un festival de musique qui se tient dans la ville de Spa, en Belgique. Fally Ipupa se produira le 23 juillet à 18h sur la scène Proximus. Les éditions de 2020 et de 2021 des Francofolies de SPA avaient été annulées à cause de la pandémie de coronavirus. Chaque édition du festival rassemble entre 150 et 200 000 personnes à SPA, ville située dans l'est de la Belgique.

«Véritable ambassadeur de la musique africaine, Fally Ipupa mène depuis 2006 une riche carrière couron-

née de succès. Avec cinq albums à son actif (dont « Tokooos » certifié disque d'or en 2017), des tournées dans le monde entier (des stades de tout le continent africain à l'AccorHotels Arena de Paris complet en passant par les Etats-Unis d'Amérique), la super star africaine a su transcender les genres et rayonner dans le monde entier », indiquent les organisateurs des Francofolies.

« Mêlant habilement musiques traditionnelles congolaises (rumba, ndombolo) et sonorités plus pop urbaines, Fally a

développé un univers musical toujours plus métissé, un carrefour culturel entre deux univers, un nouveau genre musical ouvert sur le monde. Coutumier des collaborations prestigieuses (R.Kelly, Snoop Dog, Youssou'n Dour, Booba, Youssoupha, Passi, Ninho, Aya Nakamura...), l'artiste est de retour avec « Tokooos II », un nouvel album à nouveau agrémenté de featurings prestigieux », explique-t-on. Parmi les autres artistes qui prendront part à ce festival figurent les Français comme « Black M », Mc Solaar, Vianney, Slimane

et Vitaa ou encore Calogero. Un « projet fédérateur » au sein du festival

Les Francofolies de SPA indiquent avoir organisé « La Journée internationale de la culture francophone » comme un projet fédérateur au sein du festival, afin de s'inscrire dans la suite logique de la célébration du 50e anniversaire de l'Organisation internationale de la francophonie. Véritable événement dans l'événement, explique-t-on, cette journée sera dédiée à la mise en lumière de la culture issue de la francophonie et défendra quatre objectifs : mettre en

avant des artistes, têtes d'affiche et découvertes, issus de toute la francophonie (Belgique, République démocratique du Congo, Rwanda, Côte d'Ivoire, France, Suisse, Québec, Maroc ...); proposer plusieurs espaces de rencontre et de réseautage dédiés aux professionnels impliqués dans le soutien à la culture francophone; donner écho à cette journée via de nombreux partenariats médias à travers la francophonie; et s'inscrire comme un carrefour de rencontre des décideurs institutionnels de la culture en francophonie.

Patrick Ndongidi



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ
(KOBKISA)

TERMES DE RÉFÉRENCE RELATIFS AU RECRUTEMENT DU « COORDONNATEUR » DU PROJET KOBKISA

1. Contexte et justification

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) du groupe de la Banque mondiale un crédit d'un montant équivalent à quarante-deux millions sept cent mille Euros (42 700 000) afin de mettre en œuvre le projet de renforcement du système de santé, « Kobikisa ». Le projet Kobikisa vise à aider le gouvernement du Congo à répondre aux besoins sanitaires immédiats de la population en améliorant l'accès aux soins et services de santé essentiels, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Le projet appuiera l'offre de soins et services de santé maternelle et infantile de qualité à travers l'approche Financement Basé sur la Performance (FBP) qui sera couplée avec la gratuite ciblée pour les femmes enceintes, les enfants de 0 à 5 ans et les plus personnes jugées pauvres.

L'objectif de développement du projet est d'augmenter l'utilisation et la qualité des soins et services reproductifs, maternels et infantiles dans les zones ciblées, en particulier parmi les ménages les plus vulnérables.

Le projet KOBKISA est structuré en quatre composantes :

- La Composante 1 : porte sur le cofinancement du FBP et le soutien à la mise en œuvre de la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants et des exemptions de frais pour les ménages les plus pauvres. Cette composante financera dans le cadre de la sous-composante 1.1, les paiements des subsides FBP aux établissements de la zone ciblée, en fonction de leurs résultats en matière d'interventions sanitaires à fort impact et de leur qualité pour les femmes et les enfants. : (i) les services de santé génésique, y compris la planification familiale, les soins pré et postnatals, les soins obstétricaux d'urgence et les accouchements ; (ii) les services de santé infantile ; (iii) la vaccination et (IV) les services de nutrition pertinents et importants.

Dans le cadre de la sous-composante 1.2, le projet soutiendra la conception détaillée du mécanisme d'achat susmentionné, son lancement et son administration permanente, ainsi que des modèles pilotes de prestation de services dans les régions éloignées qui reposent plus largement sur les services de santé communautaires.

- La composante 2 : soutenir la gouvernance des finances publiques, plus particulièrement dans le secteur de la santé. Cette composante comprendra la sous-composante 2.1 : qui soutiendra certains processus d'amélioration des performances et la réforme visant à améliorer les processus de gestion des finances publiques et les systèmes fiduciaires. Et La sous-composante 2.2 qui comprend une assistance technique pour renforcer les finances publiques sectorielles. Elle assurera également le renforcement du système de santé par l'alignement de l'approche FBP sur les systèmes nationaux de Gestion des Finances Publiques (GFP), et fournira une assistance technique pour le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de financement de la santé.

- Composante 3 : Gestion et suivi du projet : assurera une gestion et une mise en œuvre technique fiduciaire efficace et efficiente du projet. Cette composante soutiendra la coordination du projet.

- Composante 4 : Intervention d'urgence contingente. Cette composante d'intervention d'urgence contingente (CERC) sera incluse dans le projet conformément à la politique opérationnelle (OP) 10.00 paragraphes 12 et 13.

Pour s'assurer la mise en œuvre du projet Kobikisa, le Gouvernement a confié

au Ministère de la Santé et de la Population le «lead» du Projet dont l'ancrage est au niveau de la Direction générale de l'administration et des ressources (DGAR). La gestion du projet sera assurée par l'Unité de Coordination KOBKISA dont l'unité FBP sera basée à la Direction générale des services de soins de santé (DGSSSa).

Pour garantir la coordination et la gestion efficace de cet important projet de santé, l'unité de coordination doit se doter d'un personnel compétent adéquat en termes d'effectifs et de responsabilité comprenant entre autres un Coordonnateur du projet. Conformément à l'accord de financement, le Ministère de la Santé et de la Population, à travers la commission de recrutement / n°00094/MSP/CAB/DEP.22 du 03 mars 2022 va utiliser une partie des fonds du projet pour effectuer le recrutement d'un Consultant Contractuel en qualité de Coordonnateur du projet.

2. Mission et responsabilités du Coordinateur de projet

Placé sous l'autorité du Ministre de la Santé et de la Population, le Coordonnateur du projet KOBKISA est responsable de la gestion quotidienne de l'ensemble du Projet, il est chargé de :

- superviser et coordonner le travail des membres de l'UCP KOBKISA ;
- assurer le suivi opérationnel global de la mise en œuvre du projet.

3. Taches spécifiques

- Assurer le suivi et le contrôle de la mise en œuvre des activités en respectant les procédures ;
- Superviser et animer l'équipe de l'UCP pour la mise en œuvre des activités prévues dans le Projet ;
- Assurer la coordination avec les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet (consultants, départements ministériels et les entités impliquées dans la réalisation du projet conformément au Manuel de procédures du projet) ;
- Assurer la gestion du personnel et des biens matériels de l'UCP et des membres des équipes de mise en œuvre de composantes ;
- Coordonner la mise en place et l'élaboration périodique du tableau de bord de suivi des indicateurs de base du Projet ;
- S'assurer de l'éligibilité et de la pertinence des dépenses du Projet ;
- Assurer la responsabilité de la mise en œuvre et du respect des procédures des bailleurs de fonds pour le contrôle interne (passation des marchés, gestion financière et autres modalités d'exécution) ;
- Coordonner l'élaboration de la programmation budgétaire et financière des activités du projet et sa mise en œuvre ;
- Assurer la liaison avec la Banque Mondiale (BM) et les autres bailleurs de fonds, le cas échéant ;
- Suivre la vulgarisation et la diffusion des informations sur les activités du Projet ;
- Suivre les opérations financières (engagements, retraits, règlements) ;
- Organiser la revue périodique des activités du Projet, conformément aux dispositions de l'Accord de Don ;
- Fournir à l'Administration et aux partenaires en développement les documents périodiques (rapports trimestriels de progrès, rapport d'audit, commentaires techniques, rapports d'activité) nécessaires pour l'appréciation des performances dans l'exécution des activités du Projet ;
- Préparer les réunions des différents comités de mise en œuvre du projet et veiller à l'application des décisions, suggestions et recommandations qui en sont issues ;
- Participer aux sessions des Comités de pilotage des Projets rattaché à la

SCF ;

p) Travailler étroitement avec les représentants des bailleurs de fonds concernés en vue d'harmoniser au maximum les démarches administratives et d'établir en commun, les modalités de gestion du programme ;

q) Veiller à la mise en place d'un contrôle interne satisfaisant ;

r) Organiser et donner toutes facilités pour la réalisation des audits techniques, financiers et comptables ;

En tant que Coordonnateur de l'Unité de Coordination Kobikisa, ce dernier est placé sous la supervision du Ministre de la Santé. Il rendra compte au ministre en charge de la santé et au DGSSSa (Président du Comité Technique). A ce titre, il est en étroite collaboration avec les services extérieurs et autres structures impliquées dans l'exécution des activités du projet.

Il est le responsable direct des aspects stratégiques et techniques du projet, et est chargé de :

Gestion technique

- Coordonner, élaborer, développer et évaluer le plan de travail budgétisé annuel (PTBA) et faciliter l'exécution technique des activités découlant dudit Plan de Travail, Plan de Passation des Marchés (PPM) et autres plans établis dans le respect des délais.
- Faciliter l'élaboration des différentes revues, études et enquêtes techniques au besoin ;
- Veiller à la bonne exécution des plans d'actions et budgets trimestriels, annuels des différentes structures bénéficiant du projet ;
- Assurer l'implication effective des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités du projet ;
- Assurer le dialogue technique politique entre les bénéficiaires, les ministères impliqués et les partenaires technique et financiers (PTF) aux besoins ;
- Favoriser le plaidoyer en faveur de la pérennisation des acquis du projet, y compris l'approche FBP, tant auprès des PTF que d'autres programmes et cadres du Ministère ;
- Evaluer la performance du personnel sur la base des grilles tirées de leur termes de références ;
- Contribuer à la mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en œuvre du FBP à différents niveaux du système.

Gestion financière

- Revoir les demandes de fonds de roulement et s'assurer de la collecte et la transmission des pièces justificatives dans les meilleurs délais ;
- Favoriser le suivi des décaissements des subsides, et autres dépenses en faveur des bénéficiaires ;

Gestion administrative

- Assurer la gestion quotidienne du Projet et la coordination technique avec les différents acteurs ;
- Assurer la mise en œuvre des recommandations issues des réunions du Comité de Pilotage, du Comité Technique, des missions d'audit interne et externe et des missions d'appui et de supervisions de la Banque mondiale ;
- Assurer le dialogue avec les PTF, l'Administration, les Agences d'exécution et toutes autres structures appelées à collaborer avec le Projet Kobikisa ;
- Respecter le calendrier d'exécution des activités ;
- Exécuter les recommandations des sauvegardes environnementales et sociales contenues dans le rapport d'évaluation, les instruments et autres documents y afférents.

Suivi, contrôle et production des rapports

Le Coordonnateur devra fournir des rapports trimestriels et annuels des activités du Projet et notamment les activités relatives à la passation des marchés et à la gestion financière. Ces rapports sont élaborés/préparés par les spécialistes sous sa supervision et soumis à la Banque Mondiale au plus tard 15 jours ouvrables après le trimestre. Des rapports peuvent être produits sous sa supervision à la demande du Gouvernement ou de la Banque Mondiale

4. Qualifications, compétences et profil

- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (minimum BAC + 5) dans

l'un des domaines ci-après : Gestion des projets, Médecine, Santé publique, Economie, Gestion, Finance, Administration des Affaires ou équivalent ;

- Avoir une Expérience pertinente dans la gestion des projets et programmes de santé d'assistance technique dans la gestion de projets/programmes de santé ;

- Une Expérience avérée dans la gestion des projets et programmes financés par la Banque mondiale, Gavi, ou autre PTF, constitue un atout ;

- Avoir une riche expérience qualitative d'au moins 3 ans de la mise en œuvre de l'approche du financement basé sur la performance en Afrique subsaharienne ;

- Expérience pertinente dans les tâches similaires, plus spécialement en matière de santé de la reproduction, maternelle néonatale et infantile serait un atout ;

- Connaissance et expertise avérée du Financement Basé sur la Performance / l'Achat Stratégique serait un atout ;

- Une maîtrise du contexte socioéconomique du pays serait un atout ;

- La maîtrise des outils informatiques de base (Suite Office) ainsi que du Français est obligatoire.

- Une maîtrise de l'anglais serait un atout.

- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

- Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels ;

- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus, conformément à la loi. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, et/ou avant la fin de la première année du contrat.

4. Calendrier et durée de la mission

La durée du contrat sera d'une (1) année à l'issue de laquelle une évaluation des performances sera réalisée dont les conclusions seront discutées entre le gouvernement et la Banque mondiale et serviront de base de décision des conditions d'un renouvellement de contrat, si l'évaluation est jugée satisfaisante.

Le contrat à signer sera régi par le Code du travail de la République du Congo.

5. Lieu d'exécution de la mission

La mission est prévue au siège de l'Unité de Coordination (UC) coordination KOBIKISA à Brazzaville. Des missions à l'intérieur et l'extérieur seront nécessaires.

6. Procédures de sélection

Le recrutement s'effectuera par appel à candidatures. Il comportera trois (3) phases :

(i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ;

(ii) une phase d'interview et des discussions / compréhension du cadre de performance des candidats présélectionnés. Seul(e)s le candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s ;

(iii) cette phase consiste à mener les enquêtes de moralité et d'authentification des éléments constituant le dossier pour les potentiels candidats à occuper le poste avant signature de tout contrat.

Les candidatures devront être déposées par voie électronique à l'adresse contact@sante.gouv.cg ou par voie postale/physique au ministère en charge de la santé à l'adresse suivante BP:2101, Centre-ville. ex Hôtel Panorama à la direction des études et de la planification, à côté de la garnison, Brazzaville, République du Congo.

Elles devront comprendre :

- Une lettre de motivation
- Un CV détaillé incluant trois (3) références professionnelles
- Une copie légalisée du ou des diplômes
- Une copie des attestations de travail figurant dans le CV.

LIGUE DES CHAMPIONS

Le PSG de QSI éliminé et humilié par le Real Madrid

Le Paris Saint-Germain a subi une nouvelle catastrophe en Ligue des champions, laissant échapper un match qu'il contrôlait complètement à Madrid face au Real (3-1), mercredi en 8e de finale. Le voilà éliminé et replongé dans ses doutes.

Karim Benzema, avec un triplé plein d'opportunité (61e, 76e, 78e), a effacé Kylian Mbappé, qui avait validé la maîtrise parisienne en première période (39e), et renversé la défaite de l'aller (1-0).

Mais tout s'est déréglé après le premier but, offert par Gianluigi Donnarumma à Benzema, même si les Parisiens ont réclamé une faute.

Comme à Barcelone en 2017 (4-0/1-6), comme contre Manchester United en 2019 (2-0/1-3), le PSG s'est effondré et a gaspillé une qualification qu'il avait en poche.

Mauricio Pochettino, qui évoque une «grosse erreur arbitrale» sur le premier but, a subi la malédiction du banc parisien, comme Unai Emery et Thomas Tuchel avant lui.

On va lui reparler, même s'il n'aime pas ça, de son choix de faire tourner les gardiens. Keylor Navas a dû bouillir en voyant son concurrent italien rater sa couverture de balle et laisser Benzema égaliser, avec une passe de Vinicius.

Ce but a réveillé un Real apathique, où «Benz» était le seul à secouer la défense parisienne.

Le 157e but parisien de Mbappé. Ensuite, le capitaine madrilène a remis les deux équipes à égalité sur une merveilleuse passe de Luka Modric, et signé la qualification une minute et 46 secondes plus tard en profitant d'une relance folle de Marquinhos, méconnaissable mercredi soir.

Mbappé était lui bien reconnaissable, il a signé un but bien dans son style, tout en vitesse, sur un contre éclair,

revenu dans le match.

Le champion du monde a signé à son 157e but sous ce maillot, qui lui permet de dépasser Zlatan Ibrahimovic (156) et de devenir le deuxième meilleur

même (54e).

Accident industriel

Le PSG a dominé trois mi-temps sur quatre, mais s'est totalement écrou-

glacer la fin de saison du PSG. Il ne reste qu'un enjeu, la quête d'un titre de champion qui n'apportera pas beaucoup de frissons puisqu'il ne fait plus guère de doute, avec 13 points d'avance sur le deuxième, Nice.

La perspective d'une dixième couronne nationale, qui permettrait d'égaliser Saint-Étienne, ne suffira pas à tenir en haleine un environnement qui, du président Nasser al-Khelaïfi au moindre supporter, ne rêve que de Ligue des champions. Les trois derniers mois vont être très longs, ils risquent de se passer à remâcher ce nouvel échec, à chercher des coupables et à évoquer le mercato, à commencer par le grand risque que Kylian Mbappé, en fin de contrat, parte.

Le transfert gigantesque de l'été, Lionel Messi, n'a pas brillé. Il a d'abord fluidifié le jeu, mais a raté des choses normalement faciles pour lui.

Neymar, hormis la passe sur le but de Mbappé, n'a pas réussi grand-chose, et la charnière Presnel Kimpembe-Marquinhos a coulé.

Inutile d'insister sur le cas**Donnarumma...**

Mauricio Pochettino va vivre des heures difficiles. Pourtant son équipe a longtemps gardé la maîtrise du match en restant très solide en défense et en ressortant très proprement les balles.

Puis la tempête est passée.

Le PSG cale en 8e de finale comme de 2017 à 2019, les années «remontada», et déjà contre le Real en 2018, qui s'était imposé nettement (3-1/2-1).

La «Maison Blanche» a réagi comme un grand d'Europe, le PSG n'arrive décidément pas à gagner cette Ligue des champions.

Camille Delourme avec AFP



Mbappé et Verratti qui grimacent, le Real humilie le PSG (AFP)

servi par une délicieuse passe de Neymar au-dessus d'Eder Militao.

Il a brillé dans un stade qui l'espère pour la saison prochaine, lui qui est en fin de contrat au PSG, mais n'a pas su sonner la révolte quand le Real est

leur buteur du club, derrière Edinson Cavani (200).

Il a cru en marquer deux autres, mais l'un a été refusé pour un hors-jeu au centimètre de Nuno Mendes (34e), l'autre pour un hors-jeu de 2 m de lui-

lé mentalement, incapable de refaire surface après le 2-1, alors que les deux équipes étaient encore à égalité, puisque la règle de l'avantage des buts à l'extérieur a été supprimée.

Ce nouvel accident industriel va

HUMOUR

« Au royaume des femmes » de Weiflar Kaya au Masa

Dans le cadre de la 12e édition du Marché des arts du spectacle d'Abidjan (Masa) qui se déroule présentement en Côte d'Ivoire, l'humoriste congolais Weiflar Kaya a livré un spectacle, le 7 mars, à l'Institut Goethe sur les comportements de la femme.

Après Kinshasa, Brazzaville et Paris, c'est la ville d'Abidjan qui a eu l'honneur de recevoir l'artiste Weiflar Kaya, l'un des incontournables humoristes congolais. En toute simplicité et efficacité, Weiflar sait comment arracher des rires par millier au public. Une règle à laquelle n'a pas dérogé l'artiste à ce Masa 2022. Ses sketches mêlant la danse, le chant revisité à la Weiflar Kaya et des pas de danse sont un véritable cocktail de rire et de bonne humeur.

Drôle et chaleureuse, sa création « Au royaume des femmes » explore l'univers féminin avec toute la truculence qui le caractérise. Ce spectacle est un mélange satirique de certains comportements étranges qu'affichent les femmes. Agi-



tation, commérage, hypocrisie, indiscretion, histoire de couple, manipulation, naïveté, indécision... tout est décortiqué de façon drôle et instructive. En effet, au-delà du rire, Weiflar aborde de vrais faits

de société en vue de conscientiser son auditoire. De son passage « Au royaume des femmes », il peint non seulement les femmes mais aussi les hommes à travers leur personnalité, leur vécu et leurs

habitudes.

Dans le cadre du Masa 2022, Weiflar Kaya livrera deux shows sur ce même sketch. Après son premier passage à l'Institut Goethe, l'artiste se donnera également en spectacle ce 11 mars au Palais de la culture de Treichville. « Si vous êtes en Côte d'Ivoire, n'hésitez pas à venir me voir en spectacle », s'était-il adressé via sa page Facebook à ses fans en Côte d'Ivoire ainsi qu'aux Congolais y résidant. A en croire son staff, son passage à Abidjan marque le début d'une longue tournée qui le conduira dans plusieurs pays en Afrique, en Europe, en Amérique.

Organisé cette année sur le thème « Les industries culturelles et créatives : le défi des

contenus », la 12e édition du Masa se poursuit jusqu'au 12 mars. Au menu, une panoplie d'activités autour de plusieurs disciplines culturelles : humour, conte, musique, danse, street art, slam, mode, cirque et théâtre. En parlant de théâtre, l'espace Tiné du Congo-Brazzaville avait également été retenu et programmé durant le festival. Créé en 2003 à Brazzaville, le centre perpétue la tradition orale, en voie de disparition, dans ses diverses expressions. Il accorde la parole et laisse la place aux artistes de véhiculer des messages à travers des créations de spectacles autour du conte, des arts de cirque et de la marionnette, du théâtre, des récits.

Merveille Atipo

SOLUTION :
Le mot-mystère est : *discothèque*

V	E	R	V	E		I	O	N
A	M	I		M	O	R	U	E
L	A	T	T	E		I	F	S
	N		I	R	A	S		
L	E	V	A	I	N		S	E
U		O	R		E	M	E	T
E	I	D	E	R		I	R	E
	O	K		O	K	A	P	I
E	T	A	I	T		S	E	N
V	A		D	A	I	M		T
I		L	E		S	E	C	
E	P	I	E	E	S		A	N
R	U	T		H	U	P	P	E

	N		S		G		D		D		A
S	E	R	I	E	U	S	E	M	E	N	T
C	E	N	T	I	E	M	E	S		T	
D	R	A	G	O	N		E	C	U	M	E
O		A	C	R	U		N	U	L		
F	L	O	P		H	O	R	A	I	R	E
O	N	O	M	A	T	O	P	E	E		
H	G		U	E		U	N	I		N	I
I	R	R	E	E	L	S		S	E	N	
P	E	U		T	U	E		M	A	T	
	T	R	I		S	C	O	R	I	E	
A	M	I	E	N	S		R	I	D	E	R
A	L	I	G	O	T	E		I		N	
S	T	E	M		L	A	P	O	N	I	E
A	S	S	I	E	G	E	R	E	N	T	

• SOLUTION DE LA GRILLE N°565 •

7	5	3	2	9	6	1	4	8
8	9	1	4	3	7	5	2	6
6	4	2	8	5	1	3	9	7
5	8	4	3	6	2	7	1	9
3	7	6	5	1	9	4	8	2
2	1	9	7	4	8	6	3	5
4	3	8	9	7	5	2	6	1
1	2	7	6	8	4	9	5	3
9	6	5	1	2	3	8	7	4

• SOLUTION DE LA GRILLE N°575 •

5	7	9	8	1	6	2	3	4
3	4	1	9	5	2	7	8	6
8	2	6	4	3	7	5	1	9
9	8	7	1	2	5	6	4	3
2	5	4	3	6	8	1	9	7
1	6	3	7	9	4	8	5	2
4	1	5	6	7	9	3	2	8
7	3	8	2	4	1	9	6	5
6	9	2	5	8	3	4	7	1

MOTS CASÉS 10X13 • N°324

- 2 LETTRES**
CD - ET - FA - IF - IL - OU - SS - TE - UT
- 3 LETTRES**
ACE - AIS - ART - DIS - EUE - FEE - FEU
- FOU - GUS - NUE
- 4 LETTRES**
BREF - CROC - GOND - GRES - GROG -
ITOU - LEUR - LIEU - LOTS - MECS -
OBEI - PIEU - RASE - SEAU - TACT -
TELE - UREE - USER
- 5 LETTRES**
AFFUT - CRUES - NEONS - NUIRE -
PILAF - RUAIT - SACRE - TENTE - ULULE
- USAGE - UTILE
- 6 LETTRES**
ESCROC - NAUSEE - RONDES - TSETSE
- USURES

TRES EXIGEANTE PIECE DU HAUT	VIANDE A GRILLER MAL AU VENTRE	ROULER DANS LA FARINE	PASSERAI A L'ACTION A L'ETAT NATUREL	HELLENE VAGUE SUJET	ACCOMPLIT NUAGEUX
TERRE CERTIE JOUER SON ROLE		DEMOLIRA		POIL ELLE LANCE DES CARREAUX	
BOIS PRECIEUX BU A L'APERU		GRAVITE	FLEUVE DE FRANCE RECONNUIT	CONDITION ESPION CELEBRE	
CHARGE PRONOM PERSONNEL		VIELLE CHARRUE UN VRAI BAZAR		RESISTER	TAUX ABUSIF
RONGEUR ET GRIMPEUR GRAND LAC AU KENYA		TURCS ALLER AU SOUS-SOL		LIMON NOTE	AUTORISEE
AVANT LE VERBE BLESSEREZ		DEMONS- TRATIF PERSON- NAGE		PASSE A SARAGOSE DIVAGUAS	AU-DESSUS DES ANGLAIS ELEVES DEBUTANTS
TREM- BLANTES	PRONOM REFLECHI DIEU SOLAIRE		PATRIE D'ABRAHAM REGLE A DESSIN	CANAL MARIN FORMATION TECHNIQUE	VENUS AU MONDE
CHAMP DE BATAILLE				HOMOGENE SODIUM DU CHIMISTE	
				TAMISE	

FLÉCHÉS 12x15 • N°2112 • © FORTISSIMOTS 2021

F	A	N	O	L	E	F	B	I	B	E	R	O	N	Z
M	R	H	M	U	F	L	E	R	I	E	E	H	I	D
A	S	O	O	B	T	U	T	E	U	R	A	G	E	D
T	O	U	R	A	I	H	S	E	R	Z	L	H	I	
N	N	C	C	S	T	D	E	B	P	A	I	N	C	E
E	G	A	E	U	S	E	R	O	G	C	M	O	I	S
G	E	S	T	A	M	E	N	T	E	S	U	N	H	E
A	R	T	A	V	C	O	R	S	S	C	T	A	C	A
M	Y	O	B	E	N	A	E	I	I	O	C	T	M	
B	T	R	L	G	V	Q	N	T	E	A	R	H	O	E
I	R	L	I	E	G	E	U	U	T	U	L	O	U	G
N	A	M	R	P	A	C	T	O	L	E	X	A	P	E
I	M	S	I	B	U	R	E	T	T	A	L	F	I	R
O	D	I	B	I	L	O	D	E	E	A	R	A	E	E
U	X	I	O	R	C	U	S	H	A	R	E	N	G	R

ATHLETE / AZIMUT / BIBERON / BINIOU / CANON /
CANULAR / CASTOR / CERBERE / CHICHE / COHUE /
CROIX / DELICE / DIESE / ETABLI / ETHER

FELON / FLATTER / FLUIDE / FROUSSE / GALETTE /
HARENG / HARPON / HORTENSIA / LIBIDO / LIEGE
MAGENTA / MARTYRE / MEGERE / MIGNON

MUCUS / MUFLERIE / PACTOLE / QUOTA / RUBIS /
SERIEUX / SIROP / SONGER / SOUPIR / SUAVE / TOUPIE
TRAVERS / TUTEUR / ZIGZAG

• SUDOKU • GRILLE N°566 • FACILE •

6		4	3			1		
	7		8			2		9
	9		7		5		4	
		8		5	7	3		
3	2						5	4
		9	4	3		8		
	3		6		2		8	
5		7			3		1	
		2			1	9		3

• SUDOKU • GRILLE N°576 • DIFFICILE •

	7	5	9		3			1
	8	9						3
6			5					
2	9				6			
	5	1				6	3	
			8				4	5
					2			7
5							1	2
9			4		5	3	8	

DISTINCTION

La ministre Inès Nefer Bertille Ingani élevée au rang de grand officier dans l'ordre du mérite congolais

Le grand chancelier des ordres nationaux du Congo, Norbert Okiokoutina, a décoré le 8 mars à Brazzaville la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Inès Nefer Bertille Ingani, au rang de grand officier dans l'ordre du mérite congolais, au terme de l'adoption par les deux chambres du Parlement de la loi Emilienne Mouebara portant lutte contre les violences faites aux femmes et filles.

La ministre Inès Nefer Bertille Ingani a été élevée au rang distinctif et honorifique par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. La soirée de décoration a coïncidé avec les festivités du 8 mars et de la commémoration de la masculinité positive, qui consiste à lutter contre les inégalités entre les sexes.

Très heureuse en la circonstance, la ministre de la Promotion de la femme a déclaré : « Je suis très honorée par cette reconnaissance de la République envers ma personne et l'échantillon de personnes qui sont décorées par le grand officier des ordres nationaux du Congo ».

Officier dans l'ordre du mérite congolais, elle s'est souvenue des différentes luttes pour les droits de femmes menées dans la sous-région africaine et au niveau de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) par les femmes, notamment la réunion des ministres du Genre et de la Promotion de la femme de la CEEAC sur la résolution 13/25 du Conseil de sécurité des Nations unies tenue à Brazzaville et le sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine tenu à Kinsha-

sa, qui a abouti au lancement de la campagne sur la masculinité positive pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles. « La campagne sur la masculinité positive permettra de mettre en œuvre la politique de tolérance zéro à l'égard des violences faites aux femmes et aux filles, dans les situations de conflits et post-conflits. Dans leurs déclarations, les présidents demandent aux hommes d'être des modèles afin que les hommes leaders de demain s'approprient les valeurs fondamentales qui définissent les expressions positives de la masculinité en Afrique. Il est donc question aujourd'hui que le partenariat homme-femme, dans cette lutte commune, soit renforcé. Et notre pays vient de montrer l'exemple à travers l'adoption à l'unanimité, par les deux chambres du Parlement, de la loi Emilienne Mouebara portant lutte contre les violences faites aux femmes et filles en République du Congo », a déclaré la ministre Inès Nefer Bertille Ingani.

Signalons que la masculinité positive fait référence aux caractéristiques et comportements propres aux hommes : com-



Norbert Okiokoutina décorant la ministre Inès Nefer Bertille Ingani

portements ou caractéristiques dépourvus de violence, tandis qu'un homme modèle est une référence à un acteur de promo-

tion de l'égalité de genre, pratiquant une masculinité positive qui favorise l'égalité des sexes, un élément essentiel à la créa-

tion de sociétés plus heureuses et plus saines pour toutes et pour tous.

Fortuné Ibara

GENRE

Les femmes s'imprègnent du leadership dans le secteur de la santé

Les femmes évoluant dans les administrations de santé ont suivi, à Brazzaville, une formation sur le leadership dont la finalité est la mise à jour des connaissances en vue de l'amélioration de l'offre sanitaire aux malades.

« L'échange sur le leadership va permettre aux femmes qui travaillent dans les administrations de santé de mieux gérer les équipes de sorte à améliorer les services aux patients », a expliqué le Dr Auréole Liptia Ndoundou, directrice de l'information sanitaire, de l'évaluation et de la recherche qui est, par ailleurs, point genre au ministère de la Santé et de la Population. Selon elle, la formation sur le leadership féminin dans le secteur sanitaire a été une manière innovante de célébrer la Journée internationale des droits de la femme, le 8 mars, sous l'impulsion du ministre de tutelle, Gilbert Mokoki.

Les communications, à cette occasion, ont porté sur plusieurs problématiques. Le



Les participantes à la formation sur le leadership féminin en matière de santé

Dr Auréole Liptia Ndoundou a exposé sur "Les fondamentaux et principes du leadership" ; "Manager efficacement une équipe : objectifs et attentes". « Le leader montre la vision, le manager gère les activités opérationnelles pour faire

avancer les choses », a-t-elle indiqué en s'adressant aux participantes qui ont un rôle à jouer dans la gestion des problèmes de santé auxquels le pays est confronté, à différents niveaux, car les défis sanitaires à relever sont énormes.

Pour sa part, la directrice de l'hôpital de base de Bacoongo, le Dr Carmelle Matongo, a exposé sur "La connaissance de soi", un thème mettant en exergue, entre autres, la force dont disposent les femmes pour faire face notamment aux

obstacles que rencontre le leadership féminin dans le secteur de la santé.

Selon le point focal genre au ministère de la Santé et de la Population, les femmes ayant participé à la formation sur le leadership auront, à leur tour, la responsabilité de former d'autres dans les douze départements du pays pour que les actions soient harmonisées de la base au sommet.

« Cette démarche, qui vise à se former pour ensuite former les autres, va aider les femmes qui œuvrent dans les administrations de santé à étaler leur savoir-faire, sans complexe, leur savoir-faire dans le domaine de la santé », a déclaré une des participantes, Scholastique Paka, en service à l'Inspection générale de la santé.

Rominique Makaya